

LES FEMMES ET LA RESPONSABILITE

DANS LE MONDE POLITIQUE

Fundação Cuidar o Futuro

Maria de Lourdes PINTASILGO

8 Mars 1983



## POUR UN POUVOIR DIFFERENT



Le "monde politique" couvre à mes yeux toute l'activité où se prennent des décisions, où ont lieu les échanges entre les personnes, où s'organisent les structures de communication, de production, de création.

→ Le politique ainsi entendu s'exerce partout (c'est-à-dire à tous les échelons de l'activité sociale et dans toute occupation quelle qu'elle soit); il est une affaire quotidienne et a comme agents ou comme sujets tous les hommes et toutes les femmes.

S'il en est ainsi, la responsabilité des femmes dans le monde politique "ne peut pas être envisagée uniquement par rapport aux tâches exercées au niveau désigné couramment comme "sommet". C'est la question de toutes les femmes, dans toutes les activités.

→ Tandis que nous nous posons des questions sur les moyens et les conditions d'accès des femmes aux niveaux de prise-de-décision nous oublions peut-être de penser politiquement les secteurs d'activité où les femmes sont l'immense majorité.

Le travail politique sur des domaines traditionnels de l'activité des femmes est indispensable pour l'étude en profondeur et pour les stratégies concernant la présence des femmes dans le politique stricto sensu.

Le discours qui ferait d'une possible entrée des femmes dans le politique une cible idéalisée risquerait d'y voir le seul point d'aboutissement et la seule pratique offerte à la réflexion.

→ Or le pouvoir est une réalité diffuse qui traverse tout le corps social - il suffit d'avoir fait un ou deux stages de gestion d'entreprises pour savoir ce que l'on voit tous les jours : l'impuissance du pouvoir et le pouvoir des impuissants !

Par ailleurs, nous constatons, partout dans le monde, la paralysie engendrée par la récession. Mais si la décennie où nous vivons semble rétrécir le champ des possibles, elle aide aussi à voir, de par le caractère structurel et universel de la crise, que d'autres repères sont nécessaires.

C'est dans la recherche qu'il se fait autour de ces nouveaux repères que je trouve déjà, à l'état embryonnaire, ce qui correspond à ma conviction la plus profonde : le pouvoir politique exercé par des femmes n'est un objectif à poursuivre que dans la mesure où il est un pouvoir différent.

Car ce pouvoir ne me semble nullement intéressant s'il ne correspond pas à de nouvelles attitudes, à de nouvelles idées, à une autre manière de gérer les affaires (du village et de la planète !). Oui, l'accès des femmes à la prise-de-décision - mais pour faire autre chose !

## I. LES CONSTATS



2.

### CONSTAT DE DISCRIMINATION

Certains constats ont été faits maintes fois mais demandent à être redits. Pour que la situation soit claire. Pour que les luttes et les combats n'escamotent pas les souffrances et les frustrations de millions d'être humains. Pour que la communauté internationale, si soucieuse par ailleurs de mettre à profit toutes les ressources humaines, ne gaspille pas les ressources encore méconnues d'une moitié de l'humanité.

Cette discrimination est le réflexe des valeurs de toute une société et non seulement de l'homme masculin, en étant bien connu que les "femmes arrivées" sont souvent les instruments les plus charnés de la discrimination à l'égard des autres femmes et que, à son tour, la grande masse des femmes semble porter grief aux femmes ayant eu accès au pouvoir, en leur ôtant ainsi leur naturelle base sociale d'appui.

Ce type de discrimination et l'ensemble des mécanismes complexes qui lui sont liés sont évidents à tous les échelons et à toute forme d'exercice du pouvoir politique.

Les Nations Unies n'y échappent pas. Il suffit de mettre ensemble la répartition des tâches, par catégorie professionnelle, à l'intérieur de l'ensemble du système et de les lire en ayant devant soi l'article 9 de la Convention contre la discrimination à l'égard des femmes :

"assurer aux femmes, dans les mêmes termes que les hommes, et sans aucune discrimination, la représentation de leur pays au plan international, et la participation au travail des organisations internationales."

Cette contradiction a été suffisamment documentée pour que je ne m'y attarde pas. Son importance risque, cependant, d'être escamotée si l'on considère uniquement le rapport de forces entre le groupe discriminé et le système dans son ensemble.

La discrimination au sein de l'ONU prend, en effet, une ampleur qui dépasse les discriminations à l'intérieur d'un pays ou d'une région. La discussion de la discrimination des femmes à l'intérieur des Nations Unies n'est pas la simple expression du pouvoir revendicatif d'un groupe social marginalisé, freiné dans son initiative et sa participation, barré dans son ambition légitime d'accès à une plus grande responsabilité.

Etant donné l'activité normative des Nations Unies - constitutive d'un nouveau droit international de grande ampleur et généralité - la discrimination qui y a lieu à l'égard des femmes devient de façon frappante une contradiction interne du système.

Une telle contradiction dérange bien au-delà du fait de la discrimination à l'égard des femmes. Elle dérange, parce qu'elle

fonctionne comme révélateur du caractère fallacieux de beaucoup de déclarations de principes et de textes normatifs de l'Organisation.

Qu'en est-il de l'autorité morale du système si ce à quoi il consacre des efforts qui vont jusqu'à l'établissement d'une Décennie de la femme est nié par sa propre pratique ?!

C'est pourquoi, ici, comme ailleurs, la lutte des femmes pour l'égalité est, en même temps, une lutte indispensable pour la santé morale du système, pour la cohérence interne de la société.

On peut déguiser cette discrimination de mille manières en la montrant même comme de la responsabilité des femmes qui ne présentent pas leurs candidatures ! Mais l'étude faite par l'UNITAR en 1978 ne montre-t-elle pas qu'après 25 ans de service de l'échelle professionnelle 26% d'hommes ont atteint le niveau D<sub>1</sub> tandis que seulement 11% de femmes y sont parvenues et que pour la catégorie D<sub>2</sub> il y avait 8% d'hommes pour 0% de femmes ?! Et en désagrégeant la catégorie D<sub>1</sub>, 19% d'hommes l'avait atteinte après 20 ans de service pour 3% de femmes, et 9% d'hommes après 15 ans pour 2% de femmes !

Nous voulons en finir avec la discrimination à la fois pour assurer l'universalité des droits de l'homme et pour libérer l'énergie culturelle et sociale du groupe qui a été dominé et dont la culture propre a été réduite au silence par la culture dominante, qu'elle soit véhiculée par des hommes ou par des femmes.

## Fundação Cuidar o Futuro

### CONSTAT DE CONTEMPORANEITE

Un autre constat est le caractère nouveau, contemporain, de l'engagement des femmes massivement dans des tâches de prise-de-décision au niveau politique. Les données sont encore rares, limitées et susceptibles d'être trop personnalisées. Les acquis sont encore trop ambigus pour que l'on puisse en déduire des lignes majeures de comportement.

Tout ce que l'on peut dire appartient aux phénomènes récents, a trait à l'histoire en train de se faire. Ce caractère contemporain de la revendication des femmes a une signification d'une grande portée. On pourrait à la limite se contenter d'obtenir des changements de la loi, des normes, des mesures, des institutions pour veiller à l'application de tous les mécanismes censés "protéger" les femmes. S'il en était ainsi les femmes resteraient objets du processus et l'on n'aurait rien fait d'autre que de procéder à l'application des droits de l'homme aux membres du groupe-femmes. Là où réside le défi de cette contemporanéité c'est dans la possibilité que les femmes mènent une telle lutte en tant que sujets.





## CONSTAT DE L'IMPASSE DE L'ÉGALITARISME

Il faut bien reconnaître que l'on n'a pas encore atteint le seuil de la masse critique pour que l'égalité d'opportunités dans le politique rende possible la différentiation.

C'est pourquoi l'on peut parler d'une certaine impasse de l'égalitarisme. Dans les rares situations où les femmes ont eu accès aux mêmes positions de responsabilité que les hommes plusieurs dangers sont visibles : tantôt la récupération, tantôt le blocage par des femmes qui ont "réussi", tantôt l'assimilation pour assurer la survie dans un milieu dont les normes restent foncièrement étrangères... La force d'une seule ou d'un petit nombre ne suffit pas pour révéler un nouveau style.

De tous bords on entend parler des femmes-alibi - et nous en avons souvent des exemples devant nous. Des femmes qui commencent par se plier aux normes établies, au statu quo... et qui en arrivent à se poser la question de l'impact de leur apport. D'autres femmes qui passent directement de "l'autre côté", en accentuant parfois à l'extrême ce qui constitue la norme établie par les hommes.

Question épineuse, car avec le vieux maître on peut se demander : "mais qu'est-ce qu'elles veulent ?"

Pour ma part, ce que je peux dire c'est que le simple "entrisme" n'est pas suffisant. Les femmes se voient alors accablées non seulement par la double tâche qui est déjà leur lot mais par un mode et un style qui ne sont pas les leurs.

Je reconnais que la présence des femmes dans ce qu'on appelle des hauts niveaux de responsabilité permet la levée des interdits et éveille dans l'imaginaire collectif de nouvelles possibilités quant aux fonctions sociales des deux sexes.

Mais le plus important me semble être la possibilité pour les femmes de s'exprimer différemment et d'introduire ainsi de nouveaux vecteurs dans le politique.

Ce qui peut être significatif pour la société toute entière c'est que les femmes dans le politique soient en mesure de mettre en cause la norme, de brouiller les règles du jeu. Pour quoi faire ? Tout simplement pour faire revenir le politique - c'est-à-dire la gestion des relations sociales structurées en vue du bien commun - à ses fondements et à ses actes les plus urgents et les moins pratiqués. Faire revenir le politique à sa dimension la plus profondément réaliste, en faisant corps avec le réel, sans quoi le politique est le pur non-sens.

C'est ainsi que dans la suite du mouvement ouvrier au XIXème siècle et dans la mouvance de la lutte des peuples colonisés pour leur auto-détermination dans une époque encore récente, les femmes deviennent le lieu émergent d'une parole personnelle et nouvelle de l'être humain. De par le chœur des voix à l'échelle planétaire, elles deviennent aussi le lieu d'une force potentielle qui serait la mise-en-acte de leur parole à elles.

## II. LES DEFIS



### ARTICULATION DU PERSONNEL ET DU POLITIQUE

Face à ce que je viens de dire, il est évident que je considère que la présence des femmes au niveau de la prise-de-décision politique n'atteint toute son ampleur que si deux conditions sont remplies :

- . que les femmes se sachent femmes même dans l'exercice du pouvoir politique ;
- . que la force collective des femmes s'exprime au niveau politique.

Il y a quelques années on pouvait encore dire : "il faut que les femmes s'assument comme telles" ou "qu'elles deviennent femmes". Des propositions teintées de volontarisme. Ce dont je parle ici se situe ailleurs.

L'affirmation d'un apport autre des femmes au politique puise sa force dans la reconnaissance de l'être humain en tant qu'être sexué.

Une femme philosophe écrivait récemment que "chaque individu doit naître une seconde fois, une fois mythique et supplémentaire, pour l'histoire, pour une institution qui n'est plus sa mère."

En tant que naissance face à une institution qui n'est plus la mère mais qui en tient lieu, ce n'est pas indifférent que l'on soit homme ou femme. On naît à l'histoire différemment - naissance liée aux régions archaïques de chacune, là où eut lieu la première naissance.

Cette naissance seconde ne va pas de soi. La même philosophe affirme qu'il faut passer "par le moment précis où se fait la jointure exacte entre l'histoire d'un sujet individuel et l'histoire collective d'une région, d'une nation, peut-être d'un continent tout entier." Ce qui revient à dire qu'il ne suffit pas que des êtres biologiquement nés femmes entrent dans le politique. Il faut qu'elles passent par cette "jointure exacte" : à la fois connaissance de soi-même en tant que femme et connaissance de l'institution.

Chance, opportunité, de toute culture marginalisée et soudainement ayant acquis droit de cité : l'entrée dans l'histoire avec les outils de la modernité.

C'est à chaque femme et aux groupes de femmes dans des institutions et sociétés concrètes de trouver les moyens pour permettre à chacune de lire sa propre histoire... pour que la jointure exacte advienne.

LE POLITIQUE PROPRE AU SYSTEME DE L'ONU



C'est à nous tous de lire l'histoire collective - pourquoi pas celle de la communauté internationale à travers l'Organisation où elle a mis tant de ses espoirs ?

Lecture qui fait apparaître des questions aux différents niveaux où se joue le politique - et l'histoire - à travers l'ONU.

Le système des Nations Unies est un mécanisme régulateur de la coopération internationale ou de son contraire, l'affrontement. Ce qui revient à dire que tout le système est une structure politique, y inclus dans ses agences et organismes à caractère spécifiquement technique.

Or, en terminant son mandat Kurt Waldheim, a souligné "l'effritement de la coopération multilatérale" et l'actuel Secrétaire Général Perez de Cuellar n'a pas manqué de dire publiquement la paralysie politique dont souffre l'Organisation.

Le système des Nations Unies a été secrété par la faillite de l'Etat moderne à résoudre, par la multiplicité des liens bilatéraux, les conflits et les grands problèmes qui affligent de toutes parts les peuples.

Partie prenante de l'Etat moderne, les Nations Unies appartiennent aux instruments dont l'Etat moderne s'est doté, c'est-à-dire, aux corps intermédiaires choisis au suffrage universel et jouant ainsi le rôle de représentativité. Les Nations Unies peuvent être envisagées comme la fin ultime de ces corps intermédiaires par où s'exprime la volonté des peuples.

Ce qui nous remet à formuler quelques questions :

- . Quel est le lien entre ces corps intermédiaires et les personnes concrètes qui, par le biais des Etats, sont la fin ultime de leur programmes et de leurs efforts de concertation ?
- . Qui dit intermédiaire ne dit pas un échelon mais, au contraire, médiation - jusqu'à quel point l'Organisation se voit-elle comme lieu de médiation, corps intermédiaire des volontés qui s'y expriment ? Ou inversement, jusqu'à quel point l'Organisation se voit-elle comme une fin autonome, suivant sa propre logique ?
- . Quelles parois faut-il faire éclater pour que cette structure politique fonctionne comme telle ?
- . Quel rôle ce système peut-il jouer dans une communauté internationale où le politique a pris la signification - de plus en plus envahissante - de rapport de forces traversant de façon inédite non seulement le clivage qui a marqué le milieu du siècle (Est/Ouest) mais aussi celui à peine ébauché dans la dernière décennie (Nord/Sud) ?
- . Quels pas l'Organisation doit-t-elle donner pour que le politique

redevienne contribution à l'aménagement des différents domaines ayant traits aux conditions concrètes de la vie humaine ? Quel rôle l'ONU peut-elle jouer dans l'élaboration du politique en tant qu'ensemble d'objectifs, de stratégies et de mesures que la communauté internationale se donne comme lignes d'orientation pour les Etats-membres et, à terme, comme garant de la coopération multilatérale ?

### AU-DELÀ DU QUANTITATIF



La société actuelle est interpellée dans ses fondements car le paradigme du progrès qui la soutenait s'est dissous dans l'accélération des processus entropiques et dans la croissante visibilité de crises et d'affrontements localisés.

Néanmoins, et malgré les échecs de deux - et bientôt de trois - stratégies du développement, on continue de soutenir des thèses qui relèvent d'un tel paradigme. Le quantitatif comme expression du progrès en est une. Certes, les statistiques sont des indicateurs précieux - mais comme tout le langage chiffré elles n'ont pas de signification en elles-mêmes, c'est le système global de valeurs qui leur donne du sens.

C'est dans cette optique que depuis quelques années des expressions qualitatives de la vie pointent dans l'Organisation. Mais ce n'est pas suffisamment hardi. Car on sait aujourd'hui que la science économique est en faillite et que l'économie, elle, fait corps "avec l'ethnographie, la sociologie, la psychanalyse dans une société" comme l'a remarqué le jeune et brillant Alain Minc. S'il en est ainsi le champ des observations et l'éventail des solutions aux problèmes doit nécessairement s'élargir.

C'est la valeur du quantitatif que sous-tend le mythe de l'objectivité - mythe qui, à l'intérieur du système des Nations Unies se traduit, entre autres indices, dans des rapports uniformément plats, si ennuyeux et si difficiles à lire que la majorité des délégués aux rencontres de l'Organisation ne les ont pas lus quand le débat les concernant commence ! Quel gaspillage de ressources humaines et matérielles !

Or c'est à ce niveau que j'estime indispensable la présence des femmes dans la hiérarchie de l'Organisation. Je ne veux pas, bien sûr, établir d'équivalence entre femme et non-quantitatif ! Mais je ne peux pas escamoter le fait que la multi-fonctionnalité de l'immense majorité des femmes, leur permettant de coller à la réalité dans ses aspects les plus concrets, donne au qualitatif un poids que les chiffres ne peuvent pas traduire.

De même, les femmes, comme tous les groupes marginaux en état de dissidence, laissent parler la subjectivité. Or c'est par l'inter-subjectivité que s'opèrent les phénomènes sociaux les plus déterminants. En outre, la subjectivité qui se dit met souvent en cause l'absence de logique de l'objectivité apparente.

De ce fait, les femmes peuvent donner corps à une vieille aspiration de l'Organisation des Nations Unies - le travail sur l'intersectoriel. Travail qui, pour une large partie, est à peine amorcé et dont on ne voit souvent que les pièges, notamment la multiplication d'organismes traitant exactement les mêmes questions.

### ROMPRE LE LANGAGE CODE

Nous vivons un temps où tout message est médiatisé, depuis les indications les plus élémentaires de trafic jusqu'aux expressions les plus abstraites de la pensée.

Au sein des Nations Unies cette médiatisation est devenue l'empire du langage codé! Le langage qu'on appelle souvent "onusiens" correspond, sans doute, à un certain développement de la pensée et de la recherche qui se fait à l'intérieur du système. Mais son caractère codifié le met dans le même moule que le langage politique au niveau national ou régional.

Ce qui est dangereux dans le langage codé n'est pas surtout son rapport compliqué aux événements, phénomènes ou idées qu'il est censé rendre transparents. Quoiqu'en créant un écart entre le message et les utilisateurs, il peut toujours être "traduit" pour devenir compréhensible. Là où il mine du dedans le discours qu'il véhicule, c'est dans le fait qu'il peut être dit par n'importe qui. Le langage codé élimine la "langue maternelle" (au double sens ethnologique et psychanalytique) de celui qui parle, en allant jusqu'à effacer le sujet. Ce message pourrait être dit par un autre, à la limite par des robots.

C'est ce langage que parlent presque tous ceux qui ont des responsabilités politiques en cachant leur langage derrière l'expression "le gouvernement pense que..." ou (pour l'expert/fonctionnaire de l'ONU) "le Secrétaire Général, le Directeur Général, l'ONU pense que"...

Ce langage circule en vase clos, suppose un clivage fondamental entre celui qui sait et celui qui ne sait pas, car il ne connaît pas cette langue étrangère.

Créés ainsi dans un but de démocratisation, les agences et organismes des Nations Unies deviennent souvent des royaumes d'immortels réservés aux initiés. Un tel élitisme, quand il envahit le système, ne manque pas d'aggraver les divisions artificielles entre les individus et les peuples, en niant ainsi la raison d'être de l'Organisation.

Or, une des caractéristiques de l'émergence des femmes dans le monde actuel est le fait qu'elles peuvent parler en leur nom personnel. Ayant cessé d'être la propriété du père ou du mari, ayant cessé d'être invisible statistiquement et sociologiquement, les femmes ont accès à leur propre langue. L'utilisation de la langue maternelle, quelle qu'elle soit, retentit vraie.



La "langue maternelle" dit quelque chose d'irremplaçable du vrai sujet qui parle. Or c'est la vérité du langage qui remplit les fossés entre les personnes et les cultures. Quand je parle à partir de mon histoire et de mon être, je m'expose à un dialogue possible, à une communication ouverte. Je dis alors dans cette langue ce qui peut combler le fossé entre celui qui sait et celui qui apparemment ne sait pas. Parler "langue maternelle" évoque d'autres langues et dit que le politique est le terrain de tous les individus.

Quand les langues maternelles remplaceront les langages codés, il s'opérera une immense libération dans le propre champ du discours politique.

### VERS DES PAROLES AGISSANTES

Ceci nous amène directement à la question des paroles et du flot incessant de paroles qui circule dans toute instance politique.

"Le politique transite par la parole", certes, mais nous sommes arrivés à un moment de l'histoire où la parole semble se substituer au politique.

Aujourd'hui dire devient plus important que ce qu'on dit. Le contenu est essenti par le flot de la parole.

Si agir sa parole est constitutif du politique, l'apport des femmes au niveau de la prise-de-décision devrait se traduire non seulement par la parole du vrai sujet mais par une parole agissante.

Une telle parole n'est possible que dans la mesure où la femme ayant le pouvoir politique se situe à la fois au niveau du dire et du faire. Une saine circulation entre les moments où l'on met la main à la pâte et ceux où l'on dit la parole du discours politique s'avère indispensable pour que : tombent d'elles-mêmes les pratiques bureaucratiques ; pour que les paroles soient créatrices d'action ; pour que les machines politiques cessent d'être des instruments du conformisme, se reproduisant socialement à l'infini.

Il suffit de relire les préambules de beaucoup de résolutions adoptées pour nous rendre compte de cette liturgie des mots, telle litanie d'une religion qui aurait honte de se révéler comme telle !...

Le lien entre la parole et l'action se perd si l'on maintient la notion de carrière verticale. Nul doute que nous sommes face à un paradoxe. S'il faut que les femmes soient partie prenante des différents échelons de la hiérarchie et que le sommet ne continue pas d'être "le club des meilleurs copains", c'est exactement pour que les hiérarchies nécessaires à tout organisme vivant s'instituent autrement et que la mobilité horizontale rende visible ceux et celles qui, à un moment donné, peuvent être au sommet.



L'apport des femmes à une telle réorganisation des institutions et structures sociales ne sera réelle que dans la mesure où les femmes mettront en valeur la multiplicité des tâches et des rôles qui leur reviennent. Car seule la multiplicité du réel donne à la politique son visage humain et crédible.

Si c'est vrai que la crise économique mondiale ne peut avoir de solution que dans la sphère propre du politique, il faut que le politique cesse d'être le lieu des pulsions de mort pour devenir creuset de nouvelles formes de vie, de relations entre les humains et entre les peuples.



Fundação Cuidar o Futuro